

« Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions »

En Île-de-France :

Les comportements d'épargne des Franciliens sont imperméables aux aléas conjoncturels

Alors que l'investissement responsable peine à se développer en France, les Franciliens se démarquent significativement pour en avoir une bien meilleure connaissance

Dans une conjoncture en permanence incertaine depuis quatre ans, les comportements d'épargne des Franciliens demeurent bien ancrés, contribuant à renvoyer une image rassurante de l'épargne. En comparaison avec les résultats nationaux et les autres résultats régionaux, les Franciliens ont assez largement une meilleure connaissance des investissements responsables.

Altaprofits, Courtier et Conseil en gestion de patrimoine sur Internet, publie les résultats de la **6^e édition** de son « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop. Il est consacré annuellement au comportement d'épargne des Français et inclut une analyse par région. En Île-de-France, les premiers enseignements marquants de l'édition 2024 sont les suivants :

I - Les comportements d'épargne des Franciliens sont imperméables aux aléas conjoncturels.

Quel que soit le contexte et les motifs de préoccupation des Franciliens (pandémie, inflation, hausse des taux d'intérêt, réforme des retraites, conflits russo-ukrainien, Israël-Hamas, etc.), rien ne perturbe leur comportement d'épargne. Ainsi :

• La détention de produits d'épargne et la fréquence d'épargne varient très peu d'année en année :

Plus de 8 Franciliens sur 10 (84 %) possèdent au moins un produit d'épargne (stable depuis 2020) et près de 6 Franciliens sur 10 (58 %) en détiennent par ailleurs plusieurs (stable également depuis 2020).

Parmi les 93 % de Franciliens plaçant de l'argent à intervalles réguliers sur leurs produits d'épargne (à + ou - 1 point, les taux sont stables depuis 2021), 74 % le font au moins une fois tous les six mois (en progression de + 5 points vs 69 % en 2023).

• Les Franciliens épargnent d'abord pour faire face aux imprévus.

Concernant les motifs d'épargne, nous assistons à une consolidation de tendances apparues post-Covid-19 : l'épargne pour faire face aux imprévus continue de devancer l'épargne projet avec 73 % de citations contre 48 %. Concernant ces imprévus, le motif lié aux situations exceptionnelles consolide sa place, avec 38 % de citations cette année (comme en 2023), 30 % en 2022, 44 % en 2021 contre 20 % en 2020.

Au plan national. Il n'y a pas de différence significative entre le national et les régions. En plus d'être

stables dans le temps, les comportements d'épargne sont homogènes.

Au niveau national, les critères d'âge et de genre sont particulièrement explicatifs des comportements d'épargne :

Les femmes de 35 ans et plus et les personnes de 65 ans et plus sont celles qui placent le moins souvent, avec respectivement 24 % et 28 % qui disent placer de l'argent moins d'une fois par an ou jamais, contre 18 % en moyenne sur la population totale.

Le segment de la population des moins de 35 ans se distingue assez logiquement par une épargne projet beaucoup plus marquée que la moyenne, avec 59 % de citations comme motif principal (vs 45 % en moyenne sur l'ensemble de la population). À l'opposé sur l'échelle de l'âge, les 65 ans et plus se distinguent quant à eux par une plus forte sensibilité aux petits imprévus (65 % de citations vs 56 % en moyenne) et une plus faible sensibilité aux situations exceptionnelles (29 % vs 36 % en moyenne) ; leur autre motivation d'épargne est de simplement dissocier leurs économies de leur compte courant (45 % de citations vs 38 % en moyenne).

• Les épargnants franciliens restent dans une logique de risque minimum ; les produits d'épargne qu'ils privilégient reflètent leur forte aversion au risque. À noter néanmoins que l'aversion au risque des Franciliens, bien qu'élevée, est moins forte qu'au niveau national et dans toutes les autres régions.

63 %, soit la plupart des épargnants franciliens possédant au moins un produit d'épargne, continuent à privilégier des produits sans risque même avec un faible rendement (66 % en 2023). Les livrets d'épargne réglementés se maintiennent en tant que produits socles (75 % des épargnants en Île-de-France en détiennent).

À l'inverse, plus un produit d'épargne est risqué, moins il suscite de l'intérêt, malgré un rendement potentiel plus conséquent. Ainsi, seuls 21 % des épargnants franciliens privilégient des produits un peu risqués avec un rendement espéré plus important (+ 6 points par rapport au taux de 15 % en 2023) et à peine 7 % des produits risqués (stable). Après une baisse en 2023, l'assurance vie retrouve des couleurs (33 % des épargnants franciliens en 2024 contre 29 % en 2023). Le Plan Épargne en Actions (PEA) a été privilégié par 18 % de Franciliens, ce qui représente le plus fort taux régional.

Au plan national. Les épargnants français dans leur ensemble se distinguent par un intérêt plus prononcé pour les produits sans risque même avec un faible rendement (69 % en moyenne nationale, + 5 points par rapport à la moyenne en Île-de-France) et moins prononcé pour les produits un peu risqués avec un rendement espéré plus important (17 % en moyenne, - 4 points vs la moyenne en Île-de-France) ; il en est de même pour le Plan Épargne en Actions (PEA) avec 13 % de moyenne nationale (- 5 points vs la moyenne en Île-de-France).

Pour ce qui est des différences observées au niveau national en termes d'âge et de genre : les plus averses au risque sont les femmes (75 % contre 62 % d'hommes pour les produits sans risque même avec un faible rendement) et les épargnants âgés (78 % des 65 ans et plus). Les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à privilégier le Plan Épargne en Actions (17 % contre 9 %) ou l'assurance vie (33 % contre 25 %).

« Quoi qu'il arrive, quels que soient les événements à l'échelle nationale ou internationale, en France et en régions, les Français continuent à épargner de la même manière et en étant averses au risque. »

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

II – L’investissement responsable peine à se développer malgré les efforts de transparence.

- **L’épargne responsable demeure minoritaire.** Seuls 9 % des épargnants franciliens ont privilégié des produits plus responsables pour l’environnement et la société, quel que soit le rendement (11 % en 2023, 8 % en 2022).

- **Les indicateurs relatifs à l’investissement responsable sont toujours peu connus du grand public ; la région Île-de-France est celle qui se démarque cependant favorablement avec plus d’un tiers (36 %) des répondants déclarant en connaître au moins un, parmi les quatre qui ont été présentés.** Ainsi, les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) sont connus par 31 % de répondants (15 % voyant précisément de quoi il s’agit) et le label ISR (Investissement Socialement Responsable) est connu par 29 % de répondants (13 % voyant là-aussi précisément de quoi il s’agit).

Le label Greenfin et la notation SFDR (articles 6, 8 et 9 du règlement Sustainable Finance Disclosure Regulation ou SFDR) sont en bas de classement et appréhendés respectivement par 18 % et 17 % des répondants seulement.

Au plan national. Seulement un quart (26 %) des répondants connaissent au moins un indicateur relatif à l’investissement responsable. 21 % des répondants connaissent les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance), 8 % voyant précisément de quoi il s’agit, et 20 % le label ISR (Investissement Socialement Responsable), 8 % voyant là-aussi précisément de quoi il s’agit.

Respectivement seulement 12 % et 11 % des répondants au plan national connaissent le label Greenfin et la notation SFDR (articles 6, 8 et 9 du règlement Sustainable Finance Disclosure Regulation ou SFDR).

En termes de catégorie de population, nous trouvons au niveau national un public plus aguerré et logiquement plus à l’aise financièrement avec 38 % de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) ayant connaissance d’au moins un indicateur relatif à l’investissement responsable.

- **Les investissements responsables continuent d’être minoritaires en Île-de-France en raison d’abord d’une trop faible circulation de l’information à leur sujet, puis du caractère éthique des projets financés et d’un besoin de réassurance à l’égard de la sécurité de leur rendement.** Les répondants en Île-de-France n’investissant pas dans les produits responsables le justifient principalement par leur manque d’informations sur le sujet (53 % mentionnent ce motif). Viennent ensuite ceux qui redoutent d’être victimes de greenwashing et que ces investissements ne soient finalement pas réellement vertueux pour l’environnement (28 %) et ceux qui craignent que ces placements soient trop risqués (25 %). Ensuite, des répondants soulignent craindre que leur rendement ne soit pas assez bon (23 %), d’autres n’ont pas confiance dans les labels (20 %) et certains ne sont simplement pas intéressés par l’investissement responsable (19 %).

Au plan national. Les résultats nationaux sont pratiquement les mêmes. Les répondants n’investissant pas dans les produits responsables (91 % de l’échantillon) sont aussi nombreux (53 %) qu’en Île-de-France à souffrir d’un manque d’informations. On constate une hiérarchisation inversée des deux principales craintes : au niveau national, vient en premier lieu celle de placements trop risqués (28 %), suivi de la peur d’être victime de greenwashing (25 %).

Au niveau national, en termes de catégorie de population et d’âge, on observe que les cadres et les personnes de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) font de la peur d’être victimes de greenwashing leur argument dissuasif, quand les 65 ans et plus ne sont

simplement pas intéressés par ce type d'investissement.

Toujours au plan national, les investissements responsables semblent être l'apanage des jeunes générations. En ce moment charnière pour la transition écologique, les moins de 35 ans portent un plus grand intérêt que leurs aînés à son financement par l'épargne. Ils sont 17 % à avoir privilégié les investissements responsables, quel que soit leur rendement (contre 6 % pour les 35 ans et plus).

Sur la moyenne de 26 % de répondants ayant au moins connaissance d'un indicateur relatif à l'investissement responsable, on retrouve parmi les plus informés les moins de 35 ans avec 38 % et 54 % d'étudiants.

En termes de connaissance des investissements responsables, les hommes de moins de 35 ans sont plus nombreux (53 %) par rapport aux femmes de la même catégorie d'âge (24 %, soit 29 points d'écart).

Autant d'éléments qui permettent d'avancer que les jeunes générations sont plus conscientes de l'enjeu de l'épargne responsable dans la transition écologique ; elles représentent l'espoir de voir les investissements responsables croître à l'avenir.

« Les investissements responsables sont émergents. Si la région Île-de-France affiche le plus grand intérêt pour ce type de produit d'épargne, il est certain qu'au plan national, les jeunes générations sont les plus sensibles à la finance durable ; ce sont elles les plus à même à flécher leur épargne vers le financement de la transition écologique. »,

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

Méthodologie : Le « Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 2 au 8 avril 2024, auprès d'un échantillon de 2 402 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

** Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024 » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.*

La restitution du « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024** »,
les données brutes, le communiqué national et les autres communiqués régionaux sont disponibles sur demande.

Contact presse :

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - information-presse@altaprofits.fr

A propos d'Altaprofits : Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions d'épargne et d'investissement sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, l'investissement en immobilier, à travers les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et le Private Equity, ainsi que les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*) / www.altaprofits.com

Communication à destination des professionnels.